

Jobabbau und weniger Gewinn bei Tesla

New York. Der Autobauer Tesla will Arbeitsplätze streichen, um Kosten zu sparen und so sein 3er-Modell günstiger anbieten zu können. Geplant ist der Abbau von sieben Prozent der Vollzeitstellen, wie Tesla-Chef Elon Musk am Freitag seinen Mitarbeitern mitteilte. Die Produktion will Musk hingegen hochfahren. Tesla hatte nach Angaben Musks vom Oktober zuletzt rund 45 000 Mitarbeiter. Sollte es sich dabei komplett um Vollzeitstellen handeln, wären damit rund 3 150 Arbeitsplätze betroffen. Der Stellenabbau sowie die Einsparungen sollen es Tesla ermöglichen, sein Modell 3 in der Standardversion für 35 000 US-Dollar anzubieten und so mehr Kunden zu gewinnen. Derzeit liegt der Einstiegspreis bei 44 000 Dollar. In der Mitteilung an die Mitarbeiter schrieb Musk auch, dass erste Berechnungen auf ein schwächeres Ergebnis im vierten Quartal im Vergleich zu den drei Monaten zuvor hinwiesen. Tesla hatte im dritten Quartal überraschend einen Gewinn ausgewiesen. Musk hatte dies anschließend auch für die letzten drei Monate des Jahres angekündigt. *dpa*

Ryanair muss erneut Prognose senken

Dublin. Der Billigflieger Ryanair hat wegen des harten Preiswettbewerbs in der Branche erneut seine Prognose gesenkt. Der um Sondereffekte bereinigte Gewinn im bis Ende März laufenden Geschäftsjahr 2018/19 werde jetzt zwischen 1 und 1,1 Milliarden Euro erwartet, teilte der Lufthansa-Konkurrent mit. Damit fällt der Gewinnrückgang im laufenden Jahr noch höher aus als zuletzt befürchtet. Der Konzern hatte die Gewinnprognose erst im Oktober wegen der Streiks und des teuren Kerosins auf 1,1 bis 1,2 Milliarden Euro gesenkt. Die aktuelle Kürzung begründete der Billigflieger mit einem stärker als erwartet ausgefallenen Rückgang der Ticketpreise im Winter. Der Airline-Verband IATA hatte den Trend zu sinkenden Erlösen pro Ticket bei gleichzeitig wachsenden Transportleistungen für das Jahresende 2018 am Donnerstag bestätigt. Die Entwicklung halte bereits seit Monaten an und drücke auf die Margen der Airlines. *dpa*

BASF hat grünes Licht für Übernahme

Brüssel. BASF hat grünes Licht aus Brüssel für die Übernahme des weltweiten Nylongeschäfts der belgischen Solvay-Gruppe. Der Zusammenschluss sei unter Auflagen genehmigt, teilte die EU-Kommission mit. Zusagen der beiden Unternehmen hätten wettbewerbsrechtliche Bedenken ausgeräumt. Der deutsche Mischkonzern BASF hatte die Übernahme im Wert von 1,6 Milliarden Euro im Mai 2018 bei der EU-Kommission angemeldet. Diese hatte jedoch die Befürchtung, dass die Fusion zu höheren Preisen in der Nylon-Produktionskette führen könnte. *dpa*

La Chine n'a pas dit son dernier mot

Le gouvernement va augmenter ses investissements dans l'économie locale



La Banque centrale chinoise poursuivra l'approfondissement de la réforme du système financier.

(PHOTO: AFP)

Même si les yeux des investisseurs restent rivés sur la saga du Brexit, des nouvelles intéressantes émanent de l'Empire du Milieu.

Pendant qu'une délégation américaine est en négociation avec ses homologues chinois afin d'enterrer la hache de guerre dans le conflit commercial, le Premier ministre Ki Keqiang a annoncé mercredi dernier, à la radio chinoise, que le gouvernement s'engageait à augmenter ses investissements en 2019 dans l'économie locale.

En ce début d'année, les bourses ont pris très au sérieux le ralentissement de l'économie chinoise en lâchant encore du lest après une année 2018 déjà très difficile. La première mauvaise nouvelle de 2019 est, en effet, arrivée de Chine. L'indice des directeurs d'achat des entreprises de l'industrie chinoise (PMI) a chuté à un rythme plus élevé que les estimations des analystes.

Cependant des nouvelles rassurantes du front de la guerre commerciale ont rassuré quelque peu les investisseurs et les marchés se sont repris. Des entretiens téléphoniques entre Donald Trump et son homologue Xi Jinping ont été jugés positifs.

La semaine prochaine sortiront, en Chine, les chiffres du Produit intérieur brut annuel du quatrième trimestre 2018. Les attentes se situent à 6,4 % contre un PIB du troisième trimestre de 6,5 %. Cette donnée macro-économique, qui témoigne de la santé de l'économie chinoise, est en baisse depuis le deuxième trimestre 2018 où elle se situait encore à 6,8 %. La production industrielle, qui mesure la variation de la valeur totale de la production des entreprises manufacturières, des mines et des services publics ajustée à l'inflation, est également attendue en baisse pour le mois de décembre

2019 à 5,3 % contre 5,4 % en novembre.

Perte de vitesse de la deuxième économie mondiale

Cette guerre commerciale arrive à un moment sensible. Les autorités chinoises, qui ont tenté de freiner la hausse de l'endettement privé, ont de ce fait déjà ralenti la croissance chinoise. Ce conflit commercial ne fait que rajouter une couche supplémentaire. Si Washington va à l'extrême, la Chine se verra contrainte d'augmenter sa demande intérieure pour soutenir son PIB.

Ces ralentissements induisent, certes, une perte de vitesse de la deuxième économie mondiale. Mais il ne faut pas, non plus, être trop pessimiste. Le Parti communiste est bien connu pour veiller à mettre tous les moyens en œuvre afin de vivifier son économie et les messages officiels continuent à confirmer les intentions de multiples stimulations à venir.

Ainsi, la Banque centrale chinoise a annoncé la poursuite de sa politique monétaire prudente et un maintien de la stabilité fondamentale du yuan en 2019. Elle poursuivra l'approfondissement de la

« La Banque centrale chinoise a annoncé la poursuite de sa politique monétaire prudente et un maintien de la stabilité fondamentale du yuan en 2019. »

réforme du système financier. Elle veillera à l'amélioration du cadre de sa politique « à deux pieds » en poursuivant une politique monétaire et une politique macro-prudentielle. Une amélioration de la structure de financement et du crédit est également envisagée afin d'offrir un soutien et un service optimaux aux entreprises privées. Enfin, d'ici la fin du mois, la Banque de Chine aura baissé d'un point (à 12,5 %) les réserves obligatoires des banques, libérant ainsi l'équivalent de 210 milliards de dollars pour des prêts destinés aux PME chinoises.

Malgré certains facteurs structurels pesants tels que le vieillissement de la population, l'ameublissement du réservoir de travailleurs ruraux, les surcapacités, la pollution atmosphérique, l'endettement et le poids des entreprises d'Etat, la Chine a su mettre en place des réformes profondes. Certaines problématiques ont d'ores et déjà été abordées, et des changements sont toujours en cours comme par exemple la réforme des entreprises publiques souvent peu rentables et en sureffectifs. Mais ces réformes pourraient être placées en deuxième plan si nécessaire afin de maintenir la préservation de l'emploi.

Si Pékin devait choisir entre réformes et croissance, la tendance sera certainement pour un soutien majeur de la croissance.

Les dirigeants chinois ont annoncé que l'année 2019 sera cruciale pour la Chine: ils veulent atteindre leur objectif de société modérément prospère d'ici 2020. Une priorité absolue sera donc mise sur la stabilité de l'emploi, des finances, du commerce extérieur, des investissements étrangers et de la dette. Dès lors, l'objectif premier sera l'atténuation de chocs extérieurs et de l'impact de la guerre commerciale en développant la

consommation intérieure et en diversifiant les canaux commerciaux.

Une petite victoire américaine

Du côté américain, il ne faut pas perdre de vue que l'objectif de Donald Trump, dans ce conflit, dépasse de loin le simple fait d'un déficit commercial à équilibrer. La dépendance grandissante d'un pays qui n'est pas considéré comme allié pose problème à son administration. Le vrai objectif consiste donc en un retardement de la montée en puissance de la Chine. Reste à voir si les Etats-Unis auront les reins assez solides pour une telle action.

On pourra penser de Trump ce qu'on veut, mais dans cette guerre commerciale, il a remporté tout de même une petite victoire. Un nouveau projet de loi sur les investissements étrangers est sorti fin décembre. Dans ce texte on peut lire que les transferts de technologie ne doivent pas être forcés par l'administration et la coopération doit se faire sur base volontaire. En effet, il existe un plan « Made in China 2025 » (ce titre fait penser fortement au slogan: « America first »...) qui représente un point de litige majeur dans la guerre commerciale avec les Etats-Unis. Afin de calmer le jeu, Pékin a ordonné, mi-décembre, à ses gouvernements locaux de ne plus financer des projets en lien avec ce plan et sa mention a presque disparu des médias officiels. L'avenir nous dira si ces petits efforts suffiront à calmer le président américain.

En conclusion, n'oublions pas que même si l'économie chinoise ralentit depuis l'été 2018, elle est loin d'être à l'arrêt. Comme disait Mao: « Pour réveiller un tigre, utilisez un long bâton ».

Mike Felten, directeur de la Fortuna Banque s.c.